



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-11-1/2025-11-15]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Samedi 1^{er} novembre.

Au moins 12 morts et des maisons incendiées dans 3 attaques attribuées aux ADF à Lubero. À Mulunguma, les rebelles ont pillé systématiquement le grand dispensaire et la pharmacie. Quatre personnes ont été tuées, et ils ont volé des vaches". L'administrateur du territoire a salué la contre-attaque lancée par les Fardc-UPDF. Grâce à cette intervention, les otages que les ADF avaient emportés ont été libérés et on a récupéré les vaches. Le 29 octobre, au village Gbado dans le groupement Bapakombe, il y a eu encore l'incursion de ces terroristes ADF, le bilan : six personnes tuées. Le 30 octobre, c'était dans un carré minier qu'on appelle Pangoyi qu'ils ont tué 2 personnes, et ont incendié également plusieurs maisons.

A Paris, la société civile appelle à la création d'un tribunal spécial pour la RDC. "Nous ne cessons de réclamer un tribunal spécial pour le Congo en complément de la Cour pénale internationale ; car il n'y a pas de paix véritable sans justice comme le répète sans cesse le Prix Nobel Denis Mukwege", a affirmé la présidente bureau de coordination de la société civile du Sud-Kivu. De même, l'aide humanitaire ne saurait être efficace que si elle va de pair avec la protection des populations civiles, a-t- estimé. Elle a déploré le fait que les femmes et les jeunes de la RDC "sont très peu associés au processus de paix; alors qu'ils sont les plus touchés par les conflits armés".

Kinshasa veut la réouverture de l'aéroport de Goma "sous coordination des institutions nationales". "La réouverture de l'aéroport de Goma présentée comme une priorité humanitaire stratégique devrait s'effectuer dans un cadre sécurisé et coordonné sous autorité des institutions nationales afin d'assurer la continuité de la chaîne humanitaire et la protection des civils", a déclaré Patrick Muyaya, porte-parole du Gouvernement. Les ministres des Affaires étrangères et des Affaires sociales, chacun en ce qui la concerne, sont ainsi chargés de "maintenir une coordination étroite et soutenue avec les acteurs humanitaires afin de préserver les voies d'accès et d'assurer la continuité de l'aide essentielle y compris dans les zones où la présence de l'Etat demeure limitée". Kinshasa réagit ainsi après l'annonce faite jeudi par le Président français de la réouverture imminente de cet aéroport, fermé depuis la prise de la ville de Goma par les rebelles du M23.

Le IXe Forum Indaba appelle à une forte participation de communautés locales. Pendant trois jours, plus de deux cents personnes ont participé à cette conférence. Au cours de cette conférence, les discussions ont été axées sur les impacts socioéconomiques de l'exploitation minière et sur le développement inclusif du pays, en tenant compte des communautés locales. Il a été question de chercher à concilier l'exploitation minière avec les attentes des communautés locales. "Il y a beaucoup de communautés qui sont sous la menace de la délocalisation. Je peux citer Chabula par l'entreprise Commus. C'est une histoire qui date d'il y a trois ans. Il y a Musonoi, qui est menacé dans sa partie Oshwe, où il y a des maisons qui sont grandement fissurées les gens y vivent et même le sol est fissuré. Il y a les autres communautés qui seront impactées par la compagnie minière de Tondo, qui sont aussi sous le coup d'être délocalisés".

Du côté de Lualaba au village à Mulondo, les gens ont vu « leurs champs être encerclés et puis ils ne savent pas qui va les délocaliser ».

Nord-Kivu : l'Alliance Virunga multiplie les projets communautaires autour du parc. Grâce à Virunga Energies, branche spécialisée de l'Alliance, plusieurs villages de Rutshuru, Beni et Lubero bénéficient désormais d'un accès à l'électricité. Des micro-centrales hydroélectriques alimentent les habitations, les écoles et les petits commerces, favorisant ainsi la création d'emplois et la relance économique locale. Pour les responsables du projet, ces installations ne se limitent pas à fournir du courant : elles soutiennent les petites entreprises, réduisent la dépendance au charbon de bois et contribuent à la lutte contre la déforestation. L'Alliance Virunga appuie également l'agriculture durable. Dans le territoire de Lubero, des coopératives agricoles reçoivent des formations, des équipements modernes et un meilleur accès aux marchés. L'objectif est d'accroître la productivité tout en renforçant la sécurité alimentaire et la résilience écologique. À travers ces actions, l'Alliance ambitionne de bâtir une économie verte, capable de générer des emplois pour les jeunes et de consolider la stabilité dans une région marquée par des décennies de conflits.

Inhumation de Mgr Faustin Ngabu : l'ACEAC salue son dévouement et sa proximité pastorale. L'Association des Conférences épiscopales de l'Afrique Centrale (ACEAC) a rendu un vibrant hommage à Mgr Faustin Ngabu, ancien évêque de Goma et premier vice-président de l'ACEAC, lors de ses funérailles célébrées ce samedi 1^{er} novembre à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Dans le message de l'ACEAC, les évêques ont salué la mémoire d'un « grand pasteur » qui a marqué l'histoire du diocèse de Goma par « son dévouement et sa proximité », laissant une empreinte durable dans la vie pastorale et chrétienne de la région. **Un bâtisseur de communion ecclésiale.** L'ACEAC a rappelé le rôle visionnaire de Mgr Ngabu dans la construction de la communion ecclésiale, non seulement au sein de l'Église du Congo, mais aussi entre les diocèses du Burundi, de la RRDC et du Rwanda. C'est sous son impulsion qu'est née, le 3 décembre 1984, l'Association des Conférences Épiscopales de l'Afrique Centrale. « Mgr Ngabu fut un véritable pivot autour duquel se sont progressivement construits le corps et l'esprit de l'ACEAC », souligne le message. **Un engagement pour la paix et la collégialité.** Mgr Ngabu est célébré comme un pasteur profondément attaché à la collégialité et à la fraternité entre les conférences épiscopales de la région. Durant son mandat à la tête de l'ACEAC, il a promu « la dimension commune de l'histoire » du Burundi, de la RDC et du Rwanda, favorisant le partage d'expériences pastorales et le dialogue pour le bien du Peuple de Dieu. Même après son éméritat, il est resté engagé pour la paix, soutenant les mouvements d'action catholique et les communautés nouvelles, dont le Chemin néo-catéchuménal. Pour les évêques de la région, Mgr Ngabu restera « présent au cœur de l'ACEAC, un sage du village, comme un baobab au pied duquel nous nous réunissons pour nous ressourcer spirituellement ».

Dimanche 2 novembre.

Suspension des activités de 12 partis politiques de l'opposition en RDC, le vendredi 31 octobre par le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité. Il s'agit notamment du PPRD de Joseph Kabila, du LGD de Matata Ponyo, de Piste pour l'Émergence de Seth Kikuni, pour ne citer que ceux-là. Une décision que fustigent certains acteurs de la société civile et défenseurs des droits de l'homme. La suspension de plusieurs partis de l'opposition constitue une atteinte grave à la démocratie et aux valeurs qui fondent un État de droit.

Plus de 120 cas d'assassinats et 223 autres de viols recensés au Nord et au Sud-Kivu en octobre 2025. Le gouvernement signale des centaines de cas d'enlèvements, de recrutements forcés ainsi que de nombreux pillages dans cette région sous occupation rebelle. Le ministre de l'Intérieur a également indiqué que plus de 100 jeunes de la ville de Bukavu (Sud-Kivu) ont été kidnappés et enrôlés de force entre les 14 et 28 octobre derniers au camp Sayo, puis acheminés vers une destination inconnue. Selon les chiffres présentés par Zénon Mukongo, représentant de la RDC aux Nations Unies, plus de 270 civils ont été assassinés, plus de 300 cas de viol ont été recensés, et des centaines de cas de torture ont été documentés dans les territoires occupés par l'AFC/M23. Ces actes, qualifiés de violations graves des droits humains, ont été décrits comme systématiques et ciblés, visant à terroriser les populations locales et à renforcer l'emprise du groupe rebelle. Les responsables de la rébellion contestent ces rapports, les qualifiant de mensongers sur leurs comptes X.

Tanganyika : un champ communautaire pour renforcer la cohabitation entre Twa et Bantous. Un projet agricole porté par la FAO. À Mukimbo, dans le territoire de Nyunzu, au moins trente ménages cultivent ensemble un champ de trois hectares, situé à environ 300 mètres du village. Ce champ communautaire, mis en place dans le cadre du Projet PBF, vise à : renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés, lutter contre la malnutrition, créer des activités génératrices de revenus, favoriser l'accès équitable aux ressources naturelles et culturelles. La FAO a fourni des formations en bonnes pratiques agricoles, ainsi que des outils aratoires (arrosoirs, râteaux, bêches, houes) et des semences. Les ménages ont également contribué avec leurs propres boutures, s'engageant activement dans cette démarche collective. « L'année passée, ils ont cultivé du manioc. Résultat : 45 sacs de 100 kilos. Une partie a été

distribuée, une autre vendue, et le reste consommé pour améliorer la nutrition. Ce projet a renforcé la cohésion sociale. Avant, les Twa et les Bantous ne se de résilience pour les survivants des conflits dans le territoire de Nyunzu. Il illustre comment l'agriculture peut être un vecteur de dialogue, de solidarité et de développement durable.

Polémique autour de la réouverture de l'aéroport de Goma. Le Rwanda, à travers son ministre des Affaires étrangères, s'est opposé à la réouverture de cet aéroport, affirmant que c'est aux rebelles de l'AFC-M23 de décider, puisqu'ils occupent la ville de Goma. Le ministre réagissait ainsi à l'annonce faite par le président français Emmanuel Macron, de la réouverture prochaine de l'aéroport international de Goma, pour des vols humanitaires. Des propos sans détour qui ne cherchent pas à dissimuler le rôle primordial que joue le Rwanda dans la crise dans l'est de la RDC, soutient Souzy Kisuki, activiste et membre de la société civile congolaise. Depuis la fermeture de l'aéroport de Goma, en janvier dernier, à la suite de la prise du chef-lieu de la province du Nord-Kivu par la rébellion de l'AFC-M23, les organisations humanitaires disent être incapables à répondre aux urgences sur le terrain. L'opposition du Rwanda à la réouverture de l'aéroport de Goma est qualifiée d'ingérence par de nombreux Congolais. Sans surprise, la rébellion de l'AFC-M23 s'est alignée sur celle du Rwanda, en dénonçant l'annonce qualifiée "d'inappropriée" du président français Macron. (*Deutsche Welle*)

Prestation de serment de plus de 200 nouveaux avocats à Beni. « Comment ces avocats vont-ils commencer à exercer, c'est-à-dire à s'initier à ce métier ? Et comment leur survie, qui devrait dépendre au moins des honoraires, sera-t-elle assurée au-delà de cette prestation de serment ? Car bon nombre d'entre eux vont retourner soit à Goma, soit dans les villes ou pays où ils se sont exilés à cause de la situation sécuritaire, ou encore dans d'autres provinces, éloignées de leurs maîtres de stage », a-t-il déclaré. Beaucoup d'entre eux se retrouvent en effet dans un contexte particulier, où il leur sera difficile d'être encadrés, compte tenu de la situation actuelle que traverse la province du Nord-Kivu.

Hommage aux journalistes victimes de crimes : Radio Okapi salue la mémoire de Serge Maheshe et Didace Namujibio. Ce 2 novembre, le monde entier commémore la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, instituée en 2013 par les Nations Unies. À cette occasion, Radio Okapi rend un hommage solennel à deux de ses journalistes de Bukavu, Serge Maheshe et Didace Namujimbo, assassinés pour avoir exercé leur métier avec passion et dévouement. Jeunes, talentueux et profondément engagés, ils incarnaient les valeurs d'un journalisme libre, éthique et responsable, rappellent leurs collègues.

Menace de dissolution de douze partis d'opposition : Sauvons la RDC dénonce un « acte de guerre contre le pluralisme politique ». Parmi les partis visés figurent notamment : le PPRD de Joseph Kabila, le LGD de Matata Ponyo, Piste pour l'Émergence de Seth Kikuni. Ces formations sont accusées de violation des principes de consolidation de l'unité nationale et de préservation de la souveraineté de l'État congolais, conformément à la loi sur l'organisation et le fonctionnement des partis politiques. La suspension est fixée à 15 jours, en attendant que le juge de fond se prononce. Pour les autorités, la dissolution reste l'issue attendue, si les faits reprochés sont confirmés. La décision a suscité une levée de boucliers. « Sauvons la RDC », parle d'un « acte de guerre contre l'État de droit et la liberté d'association ».

Lundi 3 novembre.

Félix Tshisekedi à Doha pour participer au deuxième sommet mondial pour le développement social. L'événement, organisé du 4 au 6 novembre sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations Unies, réunit chefs d'État, décideurs et organisations humanitaires. Les participants vont réfléchir aux moyens de combattre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale. Les discussions porteront également sur la promotion du travail décent, la justice sociale, la solidarité et l'égalité. Ce sommet constitue aussi une tribune stratégique pour le Chef de l'État, qui souhaite y faire entendre la voix de la RDC, confrontée à une grave crise sécuritaire et humanitaire, conséquence de la guerre de prédateur attribuée au Rwanda et à la coalition AFC/M23. En répondant à l'invitation de l'Émir du Qatar, le Chef de l'État veut également saluer les initiatives de médiation entreprises par la monarchie du Golfe en faveur d'une paix durable dans la région.

Plus de 600 habitations ravagées par un incendie sur le site minier de Lomera, dans le territoire de Kabare, au Sud-Kivu. Le sinistre pourrait avoir des motivations criminelles. Cet incendie survenu deux mois après la fermeture du site par le M23. Cette fermeture avait entraîné l'évacuation des opérateurs économiques, laissant le site vulnérable à des actes de pillage. Des sources locales avaient déjà déploré la présence de personnes inconnues, qui, profitant de l'absence des exploitants, parviennent à tromper la vigilance des gardes pour voler les sols minéralisés abandonnés.

Depuis plusieurs mois, la Cenco et l'Église du Christ au Congo -ECC- intensifient leurs échanges. Selon le président de la Cenco, ces discussions avec divers acteurs politiques et diplomatiques ont permis de jeter les bases d'un

véritable processus de réconciliation nationale, dont la feuille de route est le premier pas. «Ce document prépare précisément le dialogue», a-t-il affirmé, tout en confirmant que l'Église est prête à accompagner les étapes suivantes. Néanmoins, Mgr Muteba a précisé que ce «cahier des charges» est celui du peuple congolais et non des Églises, «afin que la paix devienne réalité». Bien que Mgr Muteba apprécie les initiatives internationales, en particulier celles de Paris, il estime que le moment est venu pour le gouvernement de la République d'agir. «Nous soutenons toutes ces initiatives, mais nous attendons que le président de la République prenne les décisions inscrites dans cette feuille de route», a-t-il déclaré. En tant que garant de la Nation, le Président Tshisekedi, selon la Cenco, doit faire avancer ce processus de réconciliation. En soulignant l'initiative des Églises, le prélat catholique n'a cependant pas négligé les nombreux processus de paix en cours à l'international, notamment à Washington et Doha. Toutefois, il reste convaincu que la solution durable ne pourra émerger que d'un dialogue entre Congolais. «Ce sont les Congolais eux-mêmes qui doivent se rassembler autour d'une table selon le schéma que nous avons tracé», a-t-il insisté. Malgré les obstacles et la lenteur des progrès, le prélat reste optimiste quant à une issue favorable, tout en déplorant une «perte de temps et de vies humaines» qui aurait pu être évitée. Pour sa part, Tshisekedi a souvent exprimé son soutien au dialogue, mais pas avec les Congolais qu'il considère comme «inféodés» aux pays étrangers. Cette position contraste avec l'inclusivité prônée par le duo Cenco-Ecc. (**AfricaNews**)

L'UE débloque 9 millions d'euros d'aide humanitaire supplémentaire pour la RDC, afin de répondre aux besoins humanitaires tragiques du pays. Les conflits dans l'Est de la RDC ont considérablement aggravé la crise humanitaire dans la région. Les déplacements massifs ont entraîné une montée en flèche des besoins en fournitures essentielles telles que la nourriture, l'eau et les abris, mais aussi des risques accrus pour la protection des groupes déjà vulnérables tels que les femmes et les enfants. Le financement de 9 millions d'euros vient s'ajouter aux 120 millions d'euros d'aide humanitaire déjà fournis à la région des Grands lacs en 2025. L'accent est mis sur l'Est de la RDC. L'UE reste déterminée, non seulement en tant qu'acteur humanitaire, mais aussi en tant que défenseur d'une paix durable pour la population du Congo.

Hommage à feu Mgr Christophe Munzihirwa : appel à la justice et à la béatification d'un « pasteur héroïque », lancé le dimanche 2 novembre à Kinshasa, lors de la messe célébrée à la paroisse Sacré-Cœur, en mémoire de l'ancien évêque de Bukavu, tué lors de la première guerre dans l'Est de la RDC le 29 octobre 1996. Mgr Munzihirwa « n'est pas mort d'une balle perdue, mais a été exécuté délibérément » pour avoir dénoncé « le complot international » et les violences orchestrées lors de la première guerre de l'Est du Congo. « Il a été tué parce qu'il prêchait la vérité, qu'il défendait les innocents et qu'il dénonçait les massacres dans les camps de réfugiés. Munzihirwa appelait à la paix, à l'amour entre communautés et à la résistance patriotique. Il fut la voix qui dérangeait les puissants. »

Malgré l'opposition de Kinshasa, plus de 370 magistrats recrutés par l'AFC/M23 après un test organisé à Goma. Cette intégration fait suite au test d'évaluation organisé le 14 septembre 2025 à Goma. Sur les 475 dossiers déposés, 465 ont été jugés éligibles pour participer à l'évaluation. Au total, 378 candidats ont été retenus, dont 18 femmes et 360 hommes. Il s'agit d'« une étape décisive dans la reconstruction d'une justice crédible, professionnelle et proche du peuple », estime la rébellion. Selon des sources proches de la direction de l'AFC/M23, la haute hiérarchie du mouvement procédera dans les prochains jours à la nomination des hauts magistrats, suivie de l'affectation des juges dans les différentes juridictions de l'ordre judiciaire. Le président de la Cour constitutionnelle et du Conseil supérieur de la magistrature, avait rappelé, dans un communiqué publié le 12 septembre 2025, que la Constitution et les lois organiques de la RDC conférent exclusivement au Conseil supérieur de la magistrature le pouvoir de recruter et de gérer les magistrats sur l'ensemble du territoire national. Toute tentative parallèle est donc, selon lui, « nulle et de nul effet ». Le ministre de la Justice et Garde des Sceaux, avait annoncé la signature prochaine d'une ordonnance annulant toutes les décisions judiciaires prises par les dirigeants de l'AFC/M23, qu'il accuse de ne jurer que par l'amnistie. (**Actualité.CD**)

Mardi 4 novembre.

Plus de 3.000 travailleurs de CHEMAF dans l'angoisse de perdre leurs emplois. Cette société minière opérant dans les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba emploie plus de trois mille travailleurs congolais et fait vivre plus de dix mille familles. La direction générale de l'entreprise avait annoncé en septembre dernier que, si aucun investisseur n'était trouvé d'ici le 30 novembre 2025, toutes les opérations, y compris la production des cathodes de cuivre, seraient arrêtées. "La date du 30 novembre 2025 approche sans qu'aucun accord de reprise et d'investissement ne soit conclu. L'entreprise n'arrive plus à payer les salaires à temps, les paiements sont effectués avec retard. Les avantages sociaux ne sont plus honorés, les équipements sont vétustes, faute de renouvellement, ce qui compromet la sécurité et la productivité, le risque de mise au chômage de plus de trois mille travailleurs est réel, ce qui pourrait engendrer une crise sociale majeure dans les provinces minières", le responsable de CHEMAF, Shiraz Virj attribue cette décision d'arrêter les activités à l'absence d'un accord avec un nouvel investisseur dans le cadre du processus de vente de l'entreprise.



Conférence CNN à Londres : Judith Suminwa Tuluka plaide pour des partenariats équitables et la paix dans l'Est de la RDC. Elle a abordé les enjeux majeurs liés à la sécurité dans l'Est du pays, à la gouvernance des ressources minières et à l'autonomisation des femmes. « Il faut savoir que cette problématique de guerre à l'Est du pays dure depuis trois décennies. Aujourd'hui, l'agresseur a été clairement identifié : les groupes armés sont à la solde du Rwanda. Mais le plus important pour nous, c'est la paix, car ce conflit a entraîné plus de 6 à 7 millions de morts. Nous sommes pour la paix et nous ne voulons plus souffrir de la guerre ». Sur la question des ressources naturelles : « l'objectif est la transformation locale, ce qui va permettre de professionnaliser les jeunes et de créer des emplois. Sachez que les mines en RDC sont à peine exploitées à 20 %, nous avons donc suffisamment d'espace pour de nouveaux partenaires », a-t-elle expliqué.

Le gouvernement annonce l'asphaltage des routes dans les 7 territoires du Maniema : une première depuis plus de 60 ans. « Nous allons, pour la première fois depuis l'indépendance, commencer à asphalte des routes dans les territoires du Maniema. Ce n'est plus une promesse, des dispositions sont déjà prises avec l'Office des Routes et l'OVD pour financer ces travaux à partir du Trésor public », a affirmé le ministre national des Infrastructures et Travaux Publics. À ce titre, le ministre a rappelé que l'un des objectifs principaux est de désenclaver le Maniema en connectant ses routes nationales aux provinces voisines : Tshopo, Lomami, Grand Katanga et Sud-Kivu. Il a cité le tronçon Kisangani-Ubundu, comme axe prioritaire pour améliorer l'accès au Maniema depuis le nord du pays. Outre les routes, le ministre a également évoqué la dégradation avancée des ponts dans la province. Il a indiqué avoir laissé sur place des équipes techniques pour effectuer des évaluations précises, en vue d'une réhabilitation rapide.

Environ 24,8 millions de Congolais croupissent dans l'insécurité alimentaire aiguë (Rapport). Les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika et Ituri, « sont les plus touchées par les conflits armés, les attaques des populations. Il y a une destruction du cadre de vie, avec par exemple la crise M23 qui a provoqué pratiquement une crise humanitaire ». Outre les conflits, le rapport cite parmi les facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire aiguë l'insuffisance d'infrastructures de base et les chocs macroéconomiques. Pour améliorer la situation sur terrain, le rapport recommande de mettre fin aux conflits armés, de faciliter l'accès humanitaire aux zones de conflits, de créer un programme de protection sociale. Il faudra aussi renforcer la surveillance des prix des denrées alimentaires et de produits pétroliers et stabiliser les prix via la réserve stratégique nationale, a fait savoir ce document.

Des cas d'inondations à la suite de la pluie à Kinshasa, ont été signalés mardi 4 novembre. Les communes les plus touchées sont Lingwala, Kalamu, Barumbu. Plusieurs quartiers sont restés dans le noir à la suite de l'arrêt de la sous-station de la Funa, qui s'est retrouvée sous les eaux de pluie. De nombreux habitants ont attribué cette situation notamment au manque de curage des caniveaux, censés faciliter le ruissellement des eaux.

RDC: vers une redevance supplémentaire par passager pour financer la sécurité aéroportuaire. Montant : 30 dollars par passager. Elle s'appliquera à tous les vols internationaux, au départ comme à l'arrivée en RDC, selon les documents consultés par RFI. Cette redevance sera perçue par les compagnies aériennes. Elle doit permettre de mettre en place un meilleur service de contrôle sécuritaire aux frontières de la RDC. Cela fait partie d'un montage financier destiné à installer un système intelligent de sécurité, de contrôle d'accès et de traitement des demandes d'immigration. Le contrat prend la forme d'un partenariat public-privé. Il a été signé avec la société américaine Securiport LLC, qui a déjà travaillé avec d'autres pays africains. Dans la répartition prévue, 15 % des montants perçus reviendront à l'État congolais et 85 % à Securiport. Mais le sujet fait déjà grincer des dents en RDC. Les passagers sur les vols internationaux paient déjà 50 dollars de Go Pass, une redevance mise en place en 2009 et très critiquée. Ce Go Pass devait financer la modernisation des infrastructures aéroportuaires, mais le flou autour de l'utilisation de ces fonds a poussé le Parlement à demander une enquête et Kinshasa reconnaît aujourd'hui que certaines clauses du contrat Go Pass ne peuvent plus être modifiées. (RFI)

Montée de la criminalité à Butembo. La société civile a indiqué que les formes d'insécurité les plus fréquentes sont les incursions domiciliaires, les braquages et les cas de meurtres et appelle les autorités à intensifier les enquêtes pour identifier les auteurs et à renforcer les dispositifs de sécurité. La société civile recommande également un contrôle rigoureux de la circulation des armes au sein des Fardc et des groupes Wazalendo.

Mercredi 5 novembre.

Walikale au bord de la famine : le PAM et l'Unicef mobilisés face à une crise nutritionnelle alarmante. Le directeur intérimaire du PAM en RDC, a lancé l'alerte le 4 novembre et a annoncé le déploiement d'une mission conjointe PAM-Unicef à Walikale pour relancer les activités des deux agences onusiennes dans cette zone classée en phase 4, sur une échelle de 1 à 5, d'insécurité alimentaire, soit l'un des niveaux les plus critiques selon les standards des

Nations Unies. Cette mobilisation du PAM et de l'Unicef intervient dans un contexte où l'accès à la nourriture, aux soins et à la protection devient de plus en plus limité pour les populations déplacées. Les deux agences appellent à une coordination renforcée des partenaires humanitaires pour éviter une catastrophe nutritionnelle dans cette région fragilisée par les conflits.

L'élection du nouveau président de l'Assemblée nationale fixée au 13 novembre. Le député Aimé Boji a été désigné comme candidat unique de l'Union sacrée de la nation pour succéder à Vital Kamerhe au perchoir de l'Assemblée nationale. Pour le poste de rapporteur adjoint, laissé vacant par Dominique Munongo, Clotilde Mutita a été proposée par le groupe parlementaire Ensemble pour la République. Deux autres candidatures ont été annoncées pour ce poste : Gratien Ircan et Christelle Vuanga, représentant les députés non-inscrits. Conformément à l'article 27 du règlement intérieur, les candidatures seront reçues pendant trois jours. Les candidatures peuvent être présentées par la majorité, l'opposition, un parti politique, un groupe parlementaire ou à titre indépendant. Une fois élus, le président et le rapporteur adjoint seront installés officiellement, permettant ainsi la reprise des travaux parlementaires.

Ituri : des centaines de camions bloqués sur la route Bunia-Mahagi à cause de la dégradation de la route. La RN27 est aujourd'hui quasi impraticable. Sur le tronçon concerné, les pluies ont transformé la route en bourbier : boue à perte de vue, camions embourbés, circulation quasiment impossible. Ce blocage menace l'approvisionnement de la région en produits essentiels. Malgré les travaux de réhabilitation engagés depuis plus de deux ans par l'entreprise ORC Construct, la société civile Forces vives de l'Ituri juge la situation insupportable. Son coordonnateur recommande : « La résiliation du contrat signé avec ORC sur la RN27, qui a montré ses limites, de peur que les usagers s'opposent au paiement de péage ». La société civile alerte sur les conséquences économiques de ce blocage. Elle craint une hausse imminente des prix des produits de première nécessité sur les marchés de Bunia, en raison de la rupture des chaînes d'approvisionnement.

Jean-Marc Kabund dénonce l'enrichissement illicite des dirigeants au détriment du peuple congolais. Face à la situation sécuritaire qu'il qualifie de désastreuse, l'opposant politique Kabund a appelé le président de la République à convoquer un dialogue national inclusif pour trouver une solution durable à la crise. Il n'a pas épargné le pouvoir en place, qu'il accuse de reproduire les mêmes erreurs que le régime précédent. Il dénonce une gouvernance marquée par l'inefficacité, la pauvreté généralisée et l'absence de réformes structurelles en faveur du peuple.

Inquiétudes autour du retard dans l'examen de la loi des Finances 2026. Alors que l'élection du nouveau président de l'Assemblée nationale et du rapporteur adjoint est prévue pour le jeudi 13 novembre, plusieurs députés et acteurs sociaux expriment leur préoccupation face au retard pris dans l'examen de la loi des Finances 2026. À moins de 45 jours de la clôture de la session ordinaire, essentiellement budgétaire, le projet de budget n'a toujours pas été examiné.

Fermeture définitive du site minier de Lomera par l'AFC-M23, au nord du territoire de Kabare (Sud-Kivu). Le mouvement citoyen Pamoja kwa Amani (Tous pour la paix) estime que la fermeture de ce site, pour des raisons inconnues jusqu'ici, vient aggraver les souffrances des habitants de Lomera, dont nombreux vivent de cet artisanat. "A Bukavu, toutes les activités économiques sont paralysées, le traumatisme est à son comble, les banques et les coopératives ne sont pas opérationnelles, bref la situation économique est catastrophique". Pour cette population "déjà martyrisée", le site de Lomera représentait une source de revenu et d'alimentation pour plusieurs milliers de ménages.

La RDC annonce une campagne nationale vaccination contre la polio et la rougeole. Elle va se dérouler du 27 au 29 novembre sur toute l'étendue du territoire de la RDC. L'objectif principal de cette campagne est de protéger près de 28,5 millions d'enfants de 0 à 59 mois à travers l'administration par la bouche de deux doses de vaccin contre la polio.

Processus de paix en RDC: des discussions au point mort malgré les efforts de médiation du Qatar. Les délégués sont bien à Doha, mais aucune avancée concrète n'a été enregistrée depuis le début de la semaine. Les divergences portent toujours sur le principe de la restauration de l'autorité de l'État. Sur le terrain, l'AFC/M23 continue de renforcer son administration. Les contacts, eux, ne sont pas rompus. Les trois prochains jours pourraient même être décisifs. Pour tenter de relancer les choses, les autorités du Qatar accentuent leurs efforts. Hier mardi encore, l'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, a reçu plusieurs chefs d'État, dont Félix Tshisekedi, Paul Kagame et William Ruto. De son côté, le médiateur américain met aussi la pression. Il considère que novembre est un mois décisif et souhaite tout boucler avant la fin du mois, avec, si possible, la signature d'un accord économique régional entre Kinshasa et Kigali. Mais cela ne pourra se faire qu'après la signature d'un accord entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23. (RFI)

Conclusion de la 2^e revue d'un accord préliminaire entre la RDC et le FM. Les deux parties s'accordent à reconnaître que l'économie congolaise continue de faire preuve de résilience, avec une croissance économique projetée

à plus de 5% en 2025 et 2026, tandis que l'inflation en glissement annuel a ralenti à 2,5 % en octobre 2025. Malgré les avancées diplomatiques, elles constatent que le conflit armé dans la partie Est du pays persiste, aggravant la crise humanitaire et pesant lourdement sur le budget de l'État.

Jeudi 6 novembre.

"Il est important que l'aéroport de Goma rouvre"(J.Borgstam). Le Représentant spécial de l'Union européenne (UE) pour la région des Grands Lacs a tenu un point de presse à Kinshasa où il est revenu sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC et les différents efforts de médiation qui sont mis en place pour le retour de la paix durable dans cette partie du pays. Il a insisté pour la réouverture de l'aéroport de Goma. « C'est d'une importance extrême. Pour les populations meurtries dans l'Est de la RDC, pouvoir faciliter quelques vols humanitaires, serait en soi un signal très fort. Et ça serait aussi une manière de faire que ce clivage entre les réalités diplomatiques et les réalités sur le terrain ne soit plus si grand. Cela permettra de donner un signal aux populations sur le terrain sur le fait qu'il y a quand même quelque chose qui est en train de se passer. Donc, il ne faut pas sous-estimer l'importance des vols plutôt symboliques.

(Deutsche Welle)

La société civile dénonce un détournement présumé des recettes de la redevance pétrolière à Mahagi, à la frontière avec l'Ouganda. Près de 1,8 million USD échapperaient chaque mois à l'État congolais. Ainsi, 750 camions-citernes ont franchi le poste frontalier de Mahagi en août 2025, mais seuls 171 ont été enregistrés officiellement par la Direction générale des douanes et accises (DGDA). Face à cette situation, la société civile demande aux autorités provinciales de diligenter une enquête pour identifier les responsables et les traduire en justice. La société civile interpelle également le Fonds d'entretien routier (FONER), lui demandant de clarifier la nature de son contrat avec la DGDA. Elle estime que cette régie financière doit faire preuve de transparence pour ne pas être perçue comme complice de ces détournements.

Plus de 100 ménages sans abri et des disparus après des pluies diluviennes au Sud-Kivu, mardi 4 novembre, dans le territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Selon les forces vives locales, cette catastrophe naturelle vient agraver une situation humanitaire déjà critique. 143 habitations ont été détruites et les intempéries, accompagnées de vents violents, ont endommagé les toitures de deux écoles et provoqué la destruction de l'église de la 8^e CEPAC Katogota. Des personnes emportées par les crues de la Ruzizi

Plus de 30 cas suspects de choléra dont 1 décès enregistrés dans la zone de santé de Kabalo, dans la province du Tanganyika, au cours de la 44^e semaine épidémiologique. Le médecin a précisé que Kabalo est entouré par la rivière Lukuga et le fleuve Congo, à proximité desquels se situent plusieurs aires de santé. Malgré les efforts conjoints avec la Croix-Rouge et la mise en place de sites de chlorination cinq sites au centre de Kabalo et deux à trois le long de la rivière Lukuga, la lutte doit encore être renforcée. Les relais communautaires poursuivent des campagnes de sensibilisation dans les écoles et sur les marchés pour encourager une meilleure hygiène et limiter la propagation du choléra.

L'AFC-M23 accusé de recrutement forcé des jeunes à Masisi. Selon des sources locales, ces jeunes ont été capturés lors d'une opération de bouclage, le 5 novembre, dans différents quartiers et villages autour de Masisi-Centre. Ces sources civiles crient à un recrutement forcé, qui fait écho à plusieurs autres agglomérations de la zone, entraînant des déplacements des populations jeunes. Entre 200 et 400 jeunes, parmi lesquels quelques élèves du secondaire, ont été saisis et conduits dans l'enceinte de la paroisse Mater Dei de Masisi. Alors que les raisons de ces interpellations en masse restent non élucidées, ces sources locales crient au recrutement forcé.

Neuf officiers aux arrêts pour vente de la ration militaire au Nord-Kivu. Ils sont poursuivis pour avoir vendu une partie de la ration militaire, estimée à 250 sacs de farine de maïs, 80 sacs de riz et 5 sacs de lait. Deux civils ont aussi été arrêtés dans le même dossier.

Nord-Est de la RDC: «Des milliers de personnes souffrent en silence» en Ituri, s'alarme le CICR. L'Ituri est en proie à plusieurs conflits et vit sous la menace de plusieurs groupes armés. On peut mettre en exergue deux conflits majeurs. Le conflit intercommunautaire oppose des milices qui se réclament des communautés Hema et Lendu. Deux groupes, la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco) et la Convention pour la révolution populaire (CRP), avec à sa tête Thomas Lubanga – chef rebelle déjà condamné par la CPI et passé par la case prison – mènent des attaques principalement dans le territoire de Djugu. Plus au sud, les Forces démocratiques alliées (ADF), affiliées au groupe terroriste État islamique, elles, sont actives dans les territoires de Mombasa et d'Irumu. Elles sont également actives dans la province voisine du Nord-Kivu, vers Beni, malgré la présence d'une opération militaire conjointe entre la RDC et l'Ouganda. Ces violences entraînent des déplacements de populations et entravent l'aide humanitaire. Tout

cela avec, en parallèle en 2025, une baisse conséquente des financements. Le CICR décrit un espace humanitaire réduit avec une augmentation des victimes. Concernant par exemple les soins de santé, les structures ont accueilli un nombre croissant de blessés par arme alors qu'elles sont déjà en difficultés. Certaines de ces structures ont dû fermer en raison des attaques et les intrants, les médicaments et le personnel viennent à manquer. La nourriture aussi est une problématique importante.

« La population a beaucoup de difficulté pour avoir accès à leurs champs, le secteur agricole est donc très faible, et comme résultat, nous avons environ 1,5 million de personnes qui sont dans une situation d'insécurité alimentaire ». Le CICR alerte aussi sur la grande vulnérabilité mentale et psychosociale de ces populations, qui sont la conséquence de la séparation des familles et aussi des violences sexuelles, véritable fléau dans la province. (RFI)

Vendredi 7 novembre.

RDC : introduction de l'épreuve orale d'anglais à l'Examen d'Etat dès 2026. Cette mesure s'appliquera à toutes les options des humanités organisées en RDC. Elle vise à améliorer la maîtrise de l'anglais chez les élèves finalistes, afin de faciliter leur transition vers l'enseignement supérieur et leur insertion dans un monde professionnel de plus en plus globalisé. L'épreuve orale d'anglais sera organisée selon le même modèle que celle du français. Cette innovation s'inscrit dans la mise en œuvre de la Loi-cadre n°14/004 du 11 février 2014, qui vise à former des élites capables de contribuer au développement durable du pays. Elle marque une avancée majeure dans la promotion des langues vivantes dans le système éducatif congolais.

Lancement d'une campagne de recrutement de 400 jeunes dans la Police nationale congolaise à Beni. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un programme d'appui au renforcement de la résilience des communautés, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'ONG Congita. Le projet prévoit le recrutement d'au moins 400 jeunes, avec pour ambition de renforcer les capacités opérationnelles et organisationnelles de la police dans les zones urbaines de l'Ituri et du Nord-Kivu, souvent confrontées à des défis sécuritaires majeurs. Les candidats retenus entameront leur formation en février 2026 à Bunia, dans la province de l'Ituri. Cette étape marquera le début d'un processus de professionnalisation destiné à renforcer la confiance entre la population et les forces de l'ordre.

La RDC appelle à une coopération militaire renforcée au sein de la CIRGL pour consolider la paix et la sécurité à travers une coopération militaire étroite. Le représentant du ministre de la Défense, a insisté sur la nécessité d'une coopération militaire fondée sur la confiance, par le partage de renseignements entre les États membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Il a souligné que l'agression dont est victime la RDC concerne l'ensemble de la région et appelle à une réponse collective. Douze pays membres étaient représentés à cette réunion, à l'exception du Rwanda. Cette rencontre s'inscrit dans les préparatifs du IX^e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CIRGL, prévu pour le 15 novembre prochain à Kinshasa, et vise à renforcer les mécanismes de sécurité collective dans la région.

Lancement officiel de la Société congolaise de stomatologie, chirurgie maxillo-faciale et chirurgie orale. Cette société savante regroupe des spécialistes des pathologies de la bouche, des dents, de la mâchoire, du visage et du cou. Des domaines encore peu connus du grand public en RDC, malgré leur importance dans la prise en charge des traumatismes faciaux, des malformations et des maladies bucco-dentaires complexes. « La création de cette société va remettre les choses à leur place pour une meilleure prise en charge de la population. Nous comptons sur l'appui du Conseil national de l'Ordre des médecins pour clarifier les critères d'exercice de la stomatologie et de la chirurgie maxillo-faciale en RDC ». La chirurgie maxillo-faciale couvre toutes les pathologies de la face et du cou, allant de l'enveloppe cutanée jusqu'aux structures osseuses profondes.

La candidature d'Aimé Boji Sangara à la présidence de l'Assemblée nationale. M. Boji a été désigné candidat unique de la majorité pour briguer la présidence de la chambre basse du Parlement. D'après le secrétaire permanent de l'USN, il s'agit du fruit d'un consensus autour de l'autorité de référence de Félix Tshisekedi. Cependant, plusieurs élus ont exprimé leurs réserves et appelé à un vote libre et transparent. À la suite de la démission de Vital Kamerhe, l'Assemblée nationale se prépare à élire, dans les prochains jours, son nouveau président. Le poste de rapporteur adjoint, quant à lui, devrait revenir à l'opposition parlementaire. (Actualité.CD)

La société Punia Kasese Mining confrontée aux creuseurs artisanaux. L'avocat-conseil de Punia Kasese Mining appelle les autorités provinciales et nationales à intervenir face à l'envahissement du périmètre de cette société minière par des creuseurs artisanaux, dans le territoire de Punia, au Maniema. Outre la présence des creuseurs artisanaux, la société minière PKM est confrontée à des pénuries d'électricité. Aucune mine industrielle ne peut se développer sans énergie.

Est de la RDC: le comité conjoint de surveillance se réunit sur fond d'accusations mutuelles entre Kinshasa et Kigali. Cette réunion intervient dans un contexte d'accusations mutuelles persistantes entre Kinshasa et Kigali. Le Rwanda accuse la RDC d'avoir engagé de nouveaux mercenaires, notamment des Colombiens. Kigali évoque aussi la présence de l'armée burundaise dans l'Est de la RDC, estimant à 14 000 le nombre de ses hommes sur le sol congolais. Ce chiffre est avancé par le ministre rwandais des Affaires étrangères. Autre sujet de tension : les FDLR. Le Rwanda dit avoir pris note de l'appel lancé par l'armée congolaise, invitant ces combattants hutus rwandais à déposer les armes et à se rendre. Mais Kigali dit attendre des actes concrets, notamment leur neutralisation. Le gouvernement rwandais accuse même Kinshasa de mobiliser des FDLR basés en Europe pour déstabiliser le Rwanda. Des accusations que Kinshasa dément. L'armée congolaise a lancé, il y a une semaine à Walikale une campagne de sensibilisation à la reddition volontaire des FDLR. Une délégation du haut commandement des Fardc est sur place pour coordonner l'opération. Enfin, Kinshasa accuse à son tour Kigali d'avoir toujours ses militaires en territoire congolais et de soutenir activement l'AFC/M23. C'est la raison pour laquelle l'accord sur le cadre régional économique n'a pas été signé. (RFI)

Samedi 8 novembre.

Kinshasa et Kigali signent à Washington le volet économique de l'accord de paix du 27 juin. Il faut dire que le texte était déjà prêt, depuis la fin du mois d'août. Les deux délégations étaient prêtes à signer, la première semaine d'octobre. Kinshasa avait refusé de signer, expliquant qu'il fallait d'abord avancer sur les aspects sécuritaires. Vendredi 7 novembre, les deux camps ont finalement paraphé le document. Le texte fixe les secteurs de coopération économique entre Kinshasa et Kigali, ainsi qu'avec Washington, dans une certaine mesure. Le texte signé précise toutefois que la mise en œuvre de ce cadre d'intégration économique reste subordonnée à l'exécution satisfaisante du concept d'opérations (CONOPS) et de l'ordre opérationnel (OPORD) prévus par l'accord de paix, deux mécanismes censés neutraliser les FDLR et lever les mesures dites défensives du Rwanda. Il s'agit ainsi d'une avancée sur le papier, mais pas vraiment sur le terrain. D'ailleurs, les deux parties reconnaissent la lenteur des progrès et se sont engagées à redoubler d'efforts pour appliquer l'accord de Washington. Elles se sont ainsi entendues sur des actions concrètes à court terme. Sur ce point, Kinshasa et Kigali ont notamment examiné les préparatifs des opérations militaires contre les FDLR et ont adopté un accord de mise en œuvre. Sur le papier, cela ressemble à des avancées, mais c'est sur le terrain qu'il faut évaluer les vrais résultats, a confié à RFI un diplomate occidental qui suit ce processus de paix. (RFI)

Raïssa Malu : « Le numérique est l'autoroute, mais l'éducation est le permis de conduire ». Intervenant le 7 novembre au Sommet mondial de l'Internet, au Wuzhen Conference Hall en Chine, la ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale, Raïssa Malu, a déclaré que « L'école est notre première ligne de défense contre la fracture numérique. Elle est le creuset où nous préparons la nouvelle génération à faire bien plus que consommer la technologie : nous la formons à créer, innover et gouverner son propre numérique ». Évoquant la cyber sécurité comme pilier de la souveraineté et de la confiance, Raïssa Malu a précisé que l'engagement de la RDC envers le numérique s'inscrit dans le Plan national du numérique (PNN), qui vise à faire de la RDC un hub technologique régional à l'horizon 2030. Pour elle, l'avenir numérique ne sera pleinement inclusif et équitable que s'il est d'abord sécurisé et éthique.

Plus de 100 000 sinistrés de Djugu reçoivent de l'aide humanitaire du CICR en 10 mois. La campagne de distribution de vivres s'est déroulée du 28 au 31 octobre dernier à Nizi. Cette aide comprend les soins médicaux, l'aménagement de points d'eau potable, la distribution d'articles ménagers, de semences vivrières et d'outils aratoires dans plusieurs zones. C'est notamment sur les axes Ngongo-Nyangaray, Walu-Bayana dans le territoire de Djugu, et Songolo dans celui d'Irumu. Le CICR a également construit plusieurs points d'eau potable à Busiyo, Malaya et Nizi pour améliorer les conditions de vie des sinistrés. L'organisation poursuit par ailleurs la sensibilisation des Fardc et des groupes armés sur le respect du droit international humanitaire, la protection des civils et la lutte contre les violences sexuelles.

L'ONU/Sida et le PNMLS décident d'intensifier le dépistage dans les sites des déplacés de la Tshopo. Face à la vulnérabilité des déplacés dans les sites d'accueil, la lutte contre le VIH/Sida doit être intensifiée. En effet, estiment les services de santé. La secrétaire exécutif provincial du Programme multisectoriel de lutte contre le Sida (PNMLS), compte élaborer un document de plaidoyer afin de mobiliser les fonds nécessaires pour mener cette lutte: Le Représentant du bureau de l'ONU/Sida dans l'Est de la RDC, salue cette approche. Il garantit l'engagement de son organisme en vue de soutenir les efforts visant à éviter une propagation incontrôlée du virus. La mobilisation des services spécialisés s'avère donc indispensable pour garantir une riposte efficace dans les zones sensibles tels les sites des déplacés, estiment le PNMLS et l'ONU/Sida. Il y a une semaine, le PNMLS/Tshopo avait alerté sur des cas de VIH/SIDA parmi les populations déplacées venues de l'Ituri, ainsi que des zones touchées par les conflits interethniques Mbole-Lengola (Tshopo). Sur 171 personnes testées au site de Simisimi à l'église Kimbanguiste, 4 sont positives, soit un taux de séropositivité de 2,3%.

L'armée lance une campagne de sensibilisation pour inciter les FDLR à déposer les armes. La neutralisation des FDLR reste l'un des points de friction entre Kinshasa et Kigali, mais c'est aussi un élément clé de l'accord de paix signé, le 27 juin, à Washington, entre les autorités congolaises et rwandaises. Depuis lundi, des spots radio diffusent le même message sur les antennes locales. Des émissaires de l'armée le répètent aussi dans les lieux de culte. Et il y a trois jours, selon l'armée, des tracts ont été largués, depuis des aéronefs, notamment vers Pinga et une partie du territoire de Rutshuru. Cependant, aucun combattant FDLR ne s'est encore présenté. L'armée dit ne pouvoir agir que dans sa propre zone. La campagne touche aussi Pinga, à la frontière de Masisi, où se trouvent certains groupes FDLR. Selon l'armée congolaise, ces FDLR sont installés dans la région contrôlée par l'AFC/M23. Kigali, de son côté, affirme que ces combattants sont intégrés dans les rangs de l'armée congolaise, ce que Kinshasa dément. (RFI)

La RDC salue la signature du cadre d'intégration économique régionale avec le Rwanda. Sous la facilitation des Etats-Unis, la RDC et le Rwanda ont paraphé le texte intégral du Cadre d'intégration économique régionale. Ce document fixe les axes prioritaires de coopération économique et de développement entre les deux pays, traduisant ainsi les dividendes attendus de la paix en opportunités concrètes de croissance et de prospérité au bénéfice des personnes. Le Gouvernement de Kinshasa réaffirme sa détermination à maintenir la dynamique de paix engagée et à traduire ses efforts diplomatiques en résultats concrets sur terrain dans l'intérêt de son pays et de la région des Grands lacs. La RDC exprime en outre sa gratitude aux Etats-Unis, au Qatar, au Togo et à la commission de l'Union africaine pour leur accompagnement constant et leur engagement en faveur de la paix, de la stabilité et du développement dans l'Est de la RDC.

Dimanche 9 novembre.

Plaidoyer pour la décontamination de la rivière Lubumbashi polluée par l'entreprise CDM. Cet appel intervient au lendemain d'un incident de pollution de la rivière, causé par des rejets acides provenant du bassin de rétention de l'entreprise minière CDM. Le bassin de rétention des rejets miniers de l'entreprise CDM, a cédé, provoquant un important déversement d'eaux contaminées par des acides. Le consortium Mazingira pour Tous et Ressource Matters ont exprimé leur profonde préoccupation face à cette situation. Les deux ONG craignent que l'ingestion de ces eaux polluées n'entraîne de graves problèmes de santé pour la population locale.

Fermeture des bases militaires de la Monusco en Ituri : appel au désarmement accéléré des groupes armés. La société civile et les autorités coutumières de l'Ituri, considèrent indispensable ce désarmement afin d'éviter toute reprise des violences qui risqueraient de compromettre les progrès déjà réalisés. La présence des casques bleus depuis près de sept ans a permis de stabiliser ces zones, longtemps marquées par l'activisme des groupes armés, facilitant le retour de milliers de déplacés, la reprise des activités agricoles et économiques, ainsi que la vie sociale autour des marchés comme celui d'Ame, qui attire plus de dix mille personnes chaque semaine. La Monusco a assuré que les anciennes bases seront transférées aux Fardc, qui y établiront des campements pour garantir la sécurité. Par ailleurs, les casques bleus continueront d'appuyer les Fardc à travers des patrouilles de longue portée afin de maintenir la stabilité dans la région.

Le centre hospitalier Ushirika à Goma fragilisé par le départ des humanitaires. La directrice de nursing, déplore que sans aides financières, kits de dignité et médicaments, le centre ne peut plus offrir les soins adaptés, contraignant à référer les patients ailleurs et à limiter les traitements disponibles. Cette situation affecte particulièrement les populations vulnérables, menaçant la continuité des soins et la santé des personnes en détresse. Le personnel soignant vit difficilement cette impuissance face aux besoins non couverts. Le centre hospitalier Ushirika, auparavant soutenu par ces organisations, doit désormais fonctionner sans aucun appui externe, ce qui compromet sérieusement ses capacités d'intervention. Un appel urgent est lancé aux autorités pour intervenir et éviter une aggravation de la crise sanitaire. Des efforts diplomatiques sont espérés par des acteurs locaux pour que l'accompagnement humanitaire reprenne, permettant ainsi de répondre aux besoins des populations affectées par cette situation critique.

Les Fardc dénoncent une série d'attaques du M23 au Nord et au Sud-Kivu. Selon le porte-parole des Fardc, « ces dernières 72 heures, plusieurs positions des Fardc ont été la cible des attaques de cette coalition terroriste au Sud-Kivu ». Les rebelles ont ciblé plusieurs localités : à la limite des territoires de Walungu et Shabunda, dans le territoire de Fizi et dans territoire de Masisi. Face à cette escalade, les Fardc interpellent la communauté internationale, ainsi que les négociateurs américains et qataris, sur le non-respect des engagements pris dans le cadre des négociations en cours. Soucieuses de la sécurité des populations martyrisées, les Fardc assurent avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour faire face aux provocations de l'AFC/M23 et préserver l'intégrité du territoire national.

Fizi : dégradation de la situation humanitaire due à la guerre entre Wazalendo contre l'AFC/M23. Dans une correspondance adressée à la communauté internationale intitulée " alerte à l'attention de la communauté internationale et nationale, la société civile territoire de Fizi dresse un état de la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire dans les hauts plateaux du territoire de Fizi et Mwenga. "C'est depuis le mois de mars 2025 que la population de cette zone traverse une vie de précarité humanitaire et économiques. La société civile alerte les parties prenantes au conflit de privilégier la voie de dialogue, mais aussi de respecter le cessez-le-feu, également le droit de l'homme et le droit international humanitaire". Le territoire de Fizi et la partie Itombwe dans le territoire de Mwenga sont au centre de plusieurs affrontements depuis quelques mois. De Mikenge à Rugezi, des habitants ont vidé ces villages pour se cantonner au point zéro, la société civile ajoute que les habitants se sont dispersés dans la nature. (**Actualité.CD**)

Les Fardc sécurisent la RN1 après trois jours d'opérations de ratissage, dans le groupement de Kingakati, situé à l'est de Kinshasa. Ces opérations visent à neutraliser les miliciens Mobondo et à restaurer l'ordre public dans cette zone. Lors des affrontements, deux soldats des Fardc ont été grièvement blessés. Malgré ces incidents, les forces de défense ont réussi à stabiliser la situation sécuritaire, notamment sur la RN1 Kinshasa-Kikwit, un axe vital pour les échanges commerciaux et les déplacements interprovinciaux. « La RN1 est désormais totalement sous contrôle des forces de défense. Les activités économiques et sociales s'y déroulent normalement ».

Lundi 10 novembre.

Début ce lundi de la formation de 2 500 nouveaux magistrats à Kinshasa et Lubumbashi. Cette session intensive qui dure 3 mois vise à renforcer l'efficacité, l'éthique, la compétence et la déontologie des magistrats. Le centre de Kinshasa accueille 2 134 magistrats tandis que celui de Lubumbashi en forme 374. Après cette formation, ces magistrats seront affectés à travers la RDC dans le cadre d'un programme national de renforcement de l'appareil judiciaire visant le rétablissement de l'Etat de droit et assurer la lutte contre l'impunité. Cette vague complète une première promotion de 2 500 magistrats déjà en fonction depuis 2023, tous issus du même concours national d'octobre 2022. Le président du CSM et de la Cour constitutionnelle, a salué cette avancée majeure en soulignant l'engagement du Chef de l'Etat à recruter au total 5 000 nouveaux magistrats pour consolider la justice congolaise. Il a également annoncé que ces magistrats recevront enfin leur paye dès ce lundi, avec tous les arriérés accumulés depuis plus d'un an d'attente après leur nomination par ordonnance présidentielle. Cette annonce a été chaleureusement accueillie par les magistrats présents.

Julien Paluku appelle les producteurs locaux de cacao à s'organiser en coopérative, afin de mieux faire face aux défis du marché. Le ministre du Commerce extérieur a également estimé qu'en s'organisant, les producteurs seraient en mesure d'imposer leurs prix aux acheteurs sur le marché. Il les a invités à saisir le ministre du Développement rural ainsi que celui de l'Agriculture pour connaître les modalités d'agrément en tant que coopératives de producteurs locaux de cacao. Le ministre du Commerce extérieur a promis d'accompagner les producteurs dans l'identification des marchés les plus compétitifs et les plus rentables. « Le monde est dominé par les capitalistes. Certains savent où se trouvent les marchés et profitent de l'ignorance de la population pour imposer leurs prix. Pourtant, chaque semaine, nous publions ce qu'on appelle la mercuriale des prix, où sont affichés les prix du cacao, du café, de l'huile de palme, du cobalt, du cuivre, du zinc, etc. Il faut que la population commence à se référer à cette publication hebdomadaire pour opposer aux acheteurs les prix officiels fixés par le ministère du Commerce extérieur ».

Ngefa traverse les sombres corridors du Camp de détention d'Osio. Située à 17 km de la rive gauche du fleuve Congo, près de Kisangani, construite en 1956, ce camp est un véritable vestige du passé. Prévue pour accueillir 1 500 détenus, elle ne compte aujourd'hui que 69 pensionnaires, conséquence directe de l'état déplorable dans lequel elle se trouve. L'édifice n'a jamais fait l'objet de réhabilitation. Osio porte une histoire lourde : c'est ici que le maréchal Mobutu avait enfermé, dans les années 1980, son rival le plus redoutable, Étienne Tshisekedi, le père de l'actuel président de la République. Des cellules exiguës, sombres et salles, des sanitaires inappropriés et des ateliers abandonnés qui, jadis, avaient pour mission de favoriser la réinsertion par des activités comme l'agriculture, la fabrication de briques ou l'élevage de poissons. La cuisine est rudimentaire, le seul et maigre repas quotidien : une boule de foufou accompagnée de haricots cuisinés à l'huile de palme et agrémentés d'un soupçon d'oignons ainsi que quatre boîtes de tomates. Clair, la faim tenaille tous les pensionnaires. «Les détenus vivent dans un cadre de vie extrêmement précaire, sans accès à l'eau courante». Pour se procurer de l'eau potable, ils se voient contraints de marcher près de trois km. L'absence de mécanisation parmi le personnel pénitentiaire et les salaires non versés aggravent une situation déjà très précaire. Le camp d'Osio, un symbole de frissons et de désespoir, continue d'accueillir des condamnés à mort et des peines de réclusion à perpétuité, ainsi que ceux transférés de la capitale pour purger de longues sentences. (**AfricaNews**)

Les évêques de l'ERC qualifient de génocide la situation de la RDC, se référant au Principe de Nuremberg de 1950 et au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Ils ont présenté cette situation dimanche 9 novembre. Ce document s'inscrit dans une pétition initiée par les évêques de l'Église de Réveil au Congo visant à faire reconnaître internationalement le génocide congolais. Ce rapport met en lumière les atrocités commises, notamment dans l'Est du pays, où des millions de vies ont été perdues, des femmes violées et des enfants privés d'éducation.

L'ONG Young man action for education appelle à garantir la gratuité de l'enseignement pour les élèves vulnérables à Kalemie, notamment les élèves vivant avec handicap et ceux issus des communautés autochtones pygmées. Malgré la circulaire signée en juin dernier par la ministre de l'Éducation nationale, ces élèves vulnérables continuent d'être soumis au paiement des frais de scolarité dans plusieurs écoles secondaires, tant publiques que privées. Cette directive ministérielle visait à lutter contre les discriminations dans le système éducatif congolais et appelait les gouverneurs de provinces à prendre des mesures concrètes pour garantir l'accès à l'éducation gratuite à ces groupes marginalisés.

Attaques des miliciens Mobondo : plus de 170 000 nouveaux déplacés internes enregistrés au Kwango, entre août et septembre 2025. Le vice-président du cadre de concertation de la société civile du Kwango et président du Réseau des ONG de défense des droits des déplacés internes, a lancé un appel pressant au gouvernement central et aux ONG pour organiser des missions humanitaires conjointes. « Ces déplacés internes ont urgentement besoin d'abris décents, de nourriture, d'eau potable, de soins de santé de qualité et de la scolarisation de leurs enfants », a-t-il déclaré. Malgré l'ampleur de la crise, aucune assistance humanitaire significative n'a encore été déployée.

La Monusco rapatrie 49 Rwandais, dont 7 ex-combattants FDLR, dans leur pays. Ces ex-combattants s'étaient rendus à la Monusco en réponse aux appels de la Mission invitant les groupes armés étrangers à quitter la brousse, déposer les armes, et rentrer dans leur pays en toute sécurité. Après trois jours au centre de transit, ils ont traversé la frontière de la Grande Barrière entre Goma et Gisenyi, où ils ont été accueillis par les autorités rwandaises pour leur réinsertion. Depuis janvier 2025, la Monusco a déjà facilité le rapatriement de 149 ex-membres du FDLR, dont 51 ex-combattants et 97 membres de leurs familles. Ce processus s'inscrit dans les efforts de stabilisation de l'Est de la RDC, où la présence de groupes armés étrangers demeure une source de tension. La neutralisation des FDLR est l'un des points sensibles dans les relations entre la RDC et le Rwanda. Elle figure parmi les clauses de l'accord de paix signé le 27 juin à Washington.

Mardi 11 novembre.

Est de la RDC: ce qu'il faut savoir sur le procès de l'ex-chef rebelle Roger Lumbala en France. Plus de vingt ans après les massacres commis dans l'est de la RDC, l'ancien chef de guerre Roger Lumbala, ex-dirigeant du RCD-National (Rassemblement congolais pour la démocratie-National), comparaît devant la Cour d'assises de Paris dans le cadre de la compétence universelle, un dispositif qui permet à la justice française de juger des crimes commis à l'étranger lorsque l'auteur allégué est en France. Il est poursuivi entre autres pour complicité de crimes contre l'humanité et participation à une association de malfaiteurs avec Jean-Pierre Bemba, actuel vice-Premier ministre de la RDC et ancien chef rebelle. Dans les territoires du Haut-Uele et en Ituri, personne n'a oublié le nom de l'opération baptisée « Effacer le tableau ». D'octobre à décembre 2002, les miliciens du RCD-N de Roger Lumbala et les troupes du MLC de Jean-Pierre Bemba multiplient les attaques contre les civils. Des enquêteurs de l'ONU, dépêchés sur place après les alertes de la Monuc (première opération de maintien de la paix en RDC en 1999 devenue Monusco en 2010), décrivent dans un rapport publié en juillet 2003 des crimes d'une ampleur inouïe : exécutions sommaires, viols systématiques de jeunes filles, esclavage, torture visant particulièrement les populations Batwa et Nande. Sept ans plus tard, un autre rapport d'envergure, le « Projet Mapping », vient compiler et compléter l'ensemble des rapports déjà existants. Publié en 2010, ce document cartographie les crimes commis en RDC entre mars 1993 et juin 2003. Réalisée de 2008 à 2009 par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), cette enquête de plus de mille pages rassemble un millier de témoignages des horreurs vécues. Mais ses conclusions, vivement contestées par le Rwanda et l'Ouganda, accusés d'avoir participé à certains massacres, ont longtemps dormi dans les tiroirs des Nations unies. C'est à la suite d'une fuite dans le quotidien Le Monde que le rapport a enfin attiré l'attention internationale sur l'ampleur des crimes commis en RDC durant cette décennie. Dans le documentaire L'Empire du silence de Thierry Michel, Luc Henkinbrant, ancien officier des droits de l'homme pour les Nations unies en RDC, révèle l'existence d'annexes secrètes contenant les noms des auteurs allégués. Luc Côté, directeur exécutif du projet Mapping, se défend et précise que ces annexes pourraient servir dans le cadre d'enquêtes judiciaires. C'est justement l'ensemble de ces rapports onusiens et les témoignages directs qui ont permis d'inculper Roger Lumbala. (RFI)

La baisse du dollar peine à faire baisser les prix sur les marchés. Près d'un mois après le début de la baisse du taux du dollar américain face au franc congolais, les prix des nombreux produits de première nécessité dans les marchés de Kinshasa ne suivent toujours pas cette tendance. Les produits alimentaires de base comme la farine de Manioc, les

bananes plantains ou encore les légumes n'ont connu aucune baisse notable. Seuls les vivres frais, notamment le poisson et la viande, affichent une légère diminution de prix, dans les marchés de la commune de Ngaliema. Fait surprenant, certains produits comme le savon ont même vu leur prix augmenter, selon les témoignages recueillis. Une situation paradoxale qui alimente l'incompréhension et la frustration des consommateurs. Cette inertie des prix est la même sur tous les marchés de la ville. Plusieurs vendeurs évoquent comme explication le manque de routes de desserte agricole, qui continue de freiner l'acheminement des produits vers la capitale. Cette situation maintient les coûts de transport élevés, neutralisant l'effet positif de la baisse du dollar sur les prix. Pour les Kinois la stabilité du taux de change ne suffit pas : il faut des mesures concrètes pour améliorer l'accessibilité des produits de base.

Electrification du bloc opératoire moderne de Kindu grâce à l'énergie solaire. « La joie était grande à l'Hôpital général de référence de Kindu de voir ce bloc opératoire moderne, don de Moïse Katumbi, être électrifié. Le chef d'unité fonctionnelle de ce bloc parle de l'importance de cette dotation ». Il est convaincu que ces équipements vont améliorer les conditions de travail dans cet hôpital. Dr Ipuma a également expliqué qu'auparavant, lors des interventions, les médecins souffraient de fortes chaleurs, ce qui pouvait compromettre la qualité des soins et favoriser des infections. « Maintenant, avec les climatiseurs dont nous avons été dotés, j'espère que le médecin n'aura plus à subir ces conditions difficiles. Nous serons vraiment dans de bonnes conditions », a-t-il souligné.

Addis-Abeba : la RDC représentée à la 6e Conférence sur la politique foncière en Afrique, du 10 au 13 novembre. Cette conférence continentale vise à renforcer les capacités de l'Afrique en matière de gestion foncière à travers le dialogue, le réseautage et la formulation de politiques fondées sur des données probantes, en lien avec les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. Les résolutions de cette conférence pourraient jeter les bases d'une gouvernance foncière inclusive, en particulier dans les provinces du Sud-Kivu, Nord-Kivu, Tanganyika, et l'ensemble de la région Est, souvent marquée par des tensions foncières communautaires. En appelant à des échanges pacifiques entre communautés, la représentante de la RDC espère une application rapide des recommandations issues de cette rencontre pour apaiser les conflits liés à la terre et favoriser le développement durable.

Les FARDC renforcent la sécurité sur la RN27 entre Bunia et Mahagi. Selon plusieurs témoignages de passagers, les embuscades visant les véhicules sont devenues rares, grâce à la présence accrue des militaires. Des positions des FARDC ont été installées à courtes distances le long de cette route longue de 185 km. Ces soldats sont appuyés par des unités mobiles qui effectuent des patrouilles diurnes et nocturnes, à moto et en jeep, dans les zones autrefois marquées par des attaques récurrentes, notamment dans le territoire de Djugu. Malgré cette amélioration sécuritaire, la dégradation avancée de la RN27 reste un défi majeur. Les fortes pluies rendent la route impraticable par endroits, bloquant régulièrement des centaines de véhicules de transport en commun et de marchandises. Bien que la stabilité sécuritaire soit relativement constatée, quelques miliciens armés continuent d'opérer dans la région.

Mercredi 12 novembre.

Deux morts, 4 blessés et d'importants dégâts matériels après des pluies diluviales en Ituri. Les deux victimes sont mortes dans un glissement de terrain au camp de pêche de Ndawe, au pied du mont Bleu, dans le territoire de Mahagi. À Penyi, près de Bunia, le mur de la maternité du centre de santé s'est effondré sous une pluie abondante dimanche dernier. Deux femmes, leurs bébés et une sage-femme ont été sauvés de justesse, mais la maternité n'est plus opérationnelle, suscitant un appel à l'aide d'urgence. Par ailleurs, trois enfants ont été blessés à Nyasingu, dans le territoire d'Irumu, après une frappe de la foudre sur leur domicile. À Mahagi, les toitures de quatre salles de classe de l'école primaire Ngbamu ont été détruites à la suite d'un vent violent, empêchant ainsi les élèves de suivre les cours faute de locaux. Plusieurs routes sont menacées de coupure à cause de l'érosion, et certains ponts risquent de s'effondrer. Selon la coordination provinciale de la protection civile, les activités scolaires et sanitaires sont suspendues dans les établissements touchés, appelant la population à la vigilance pour prévenir d'autres dégâts pendant cette saison pluvieuse. **Pluie diluvienne à Kinshasa : au moins 2 morts, de nombreux sinistrés et des infrastructures détruits.** Des inondations ont été signalées dans presque toutes les communes basses de la capitale, dues principalement aux crues des rivières, à l'insuffisance ou à l'absence de canalisations. Les rivières Ndjili et Nsanga ont débordé, inondant plusieurs quartiers de Masina, N'djili et Limete où des familles se retrouvent sans abri. Cette catastrophe s'inscrit dans un contexte récurrent d'inondations à Kinshasa, aggravé par le mauvais état des infrastructures d'évacuation des eaux et le changement climatique, qui amplifie la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes. Les dégâts matériels sont importants, et les autorités sont appelées à renforcer les mesures de prévention et d'intervention pour limiter l'impact sur les populations vulnérables.

Au moins 22 femmes de Sake bénéficient de kits pour la création de paniers en osier. C'est dans le cadre du projet «Autonomisation de la femme à travers la formation en métiers artisanaux dans le territoire de Masisi » que ces 22

femmes ont pu suivre une formation d'une année en vannerie. Cette initiative vise à garantir l'autonomisation des bénéficiaires, même si d'autres besoins restent à couvrir. Chaque bénéficiaire a reçu un kit comprenant cinq rouleaux de cordes pour la création de paniers en osier, deux nattes, deux ciseaux et un mètre ruban.

Combats intenses entre M23 et Wazalendo signalés à Masisi. Les Wazalendo ont occupé le village de Mulema, tandis que l'AFC/M23 a pris le contrôle du village de Karere, situé à environ 3 km de Kazinga. Ces combats aggravent la crise humanitaire, provoquant des déplacements massifs de populations vers des zones plus sûres. Jusqu'en début d'après-midi ce mercredi, la situation demeurait très volatile, avec de nombreuses zones toujours sous occupation des belligérants (rebelles et Wazalendo), rendant difficile l'accès à l'aide humanitaire et exacerbant la crise humanitaire locale.

La reprise du trafic ferroviaire entre Kinshasa et Matadi saluée mais entachée par des pannes. Ce retour du train sur cet axe stratégique est perçu comme une bouffée d'oxygène pour les voyageurs et les opérateurs économiques, après une longue période d'interruption. Cependant, la Nouvelle société civile congolaise (NSCC), par la voix de son coordinateur, appelle à un audit indépendant et urgent des services ferroviaires de l'Onatra. Cette recommandation fait suite à une série de pannes techniques survenues le dimanche 9 novembre, qui ont fortement perturbé les voyageurs. Le convoi est parti de Matadi à 7h30, pour n'arriver à Kinshasa qu'à 03h00 du matin, soit près de 20 heures de trajet au lieu de 9 heures prévues. Ces incidents soulignent les défis persistants liés à l'état des infrastructures ferroviaires. La NSCC estime que des mesures structurelles sont nécessaires pour garantir un service fiable, sécurisé et ponctuel.

RDC: à l'ouverture de son procès à Paris, Roger Lumbala conteste la compétence de la justice française. Roger Lumbala est jugé en France au nom du principe de compétence universelle, qui permet à la justice française de juger des crimes graves, même commis à l'étranger, lorsqu'une personne mise en cause se trouve sur le territoire français. Une légitimité que Roger Lumbala conteste. « Cela ne vous rappelle pas les siècles passés ? », a dénoncé Roger Lumbala. « Regardez la composition de la cour », parmi ses membres, tous Blancs, « aucun n'est informé de la situation réelle du pays » tandis qu'il y a « un Africain dans le box », répétant qu'il contestait « l'ensemble des faits » qui lui sont reprochés. « Ce dont je peux vous assurer, c'est de notre indépendance et notre impartialité », a répondu le président de la cour Marc Sommerer. Roger Lumbala avait été arrêté en France, il y a quatre ans, après avoir demandé l'asile.

Installation des cliniques mobiles en appui aux maternités à Kabare, Walungu et Kalehe. Depuis quelques jours, les sages-femmes du Sud-Kivu ont installé des cliniques mobiles destinées à renforcer les maternités situées dans les zones périurbaines et rurales affectées par la guerre. « Nous renforçons la capacité des sages-femmes sur le terrain : ce sont des mentors, des formatrices. Elles travaillent dans les maternités pour aider les autres à se mettre à niveau. Il existe des techniques spécifiques adaptées aux contextes de guerre, aux violences sexuelles et basées sur le genre. Nous disposons également de kits et de matériels appropriés », a déclaré Nestor Bafunyembaka.

Renouvellement du mandat de la Monusco : Kinshasa reçoit une délégation française. Le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et des Affaires coutumières et la ministre d'État Thérèse Kayikwamba Wagner ont tenu une séance de travail avec une délégation française conduite par Frédéric Jung, directeur des Nations Unies au ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, accompagné de Rémi Maréchaux, ambassadeur de France en RDC. « Alors que la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC s'est détériorée, conduisant à de nouveaux défis pour la protection des civils et l'accès humanitaire, le renouvellement à venir du mandat de la Monusco requiert la plus grande attention ».

Jeudi 13 novembre.

Des pluies diluviales détruisent 12 écoles et impactent les conditions d'études à Kalehe, au Sud-Kivu vers la fin du mois d'octobre 2025 ont causé des destructions majeures, notamment dans une douzaine d'écoles publiques dans le groupement Kalonge. **Des écoles durement frappées par des pluies torrentielles à Rutshuru peinent à fonctionner.** Ces orages violents au début de ce mois de novembre ont détruit ou emporté les toitures de nombreuses salles de classe, contraignant les élèves à poursuivre leurs cours dans des conditions précaires, dans des hangars de fortune, des églises ou même à l'air libre sous des arbres, affirment des sources concordantes dans la région. La situation est d'autant plus préoccupante que la saison des pluies s'intensifie à la fin de l'année civile.

La RDC veut renforcer sa coopération militaire avec le Burkina Faso, le Niger et la Russie. Le ministre de la Défense nationale, a eu des entretiens avec ses homologues africains et des partenaires internationaux en vue de consolider la coopération militaire entre la RDC et des pays amis, notamment dans les domaines de la formation et du partage d'expériences. Il a échangé tour à tour avec son homologue du Burkina Faso, le secrétaire général de la Défense du Niger ainsi que le vice-ministre de la Défense de la Fédération de Russie. A l'issue de ces échanges, il a réaffirmé que l'Afrique dispose des ressources humaines, techniques et morales nécessaires pour assurer elle-même sa sécurité.

Roger Lumbala récuse la Cour d'assises de Paris, ses avocats et demande son extradition vers la RDC. Dès l'ouverture des débats, l'accusé a récusé ses avocats et refusé de comparaître, estimant que la justice française n'était pas compétente ni légitime pour le juger. Il a également demandé à ne plus être représenté par aucun avocat, qualifiant la procédure d'« inévitable » et la justice française de « non légitime ».

17 citoyens rwandais, dont 5 ex-combattants FDLR, rapatriés par la Monusco. Parmi eux 5 ex-combattants du mouvement rebelle FDLR ainsi que leurs dépendants. Les rapatriés ont traversé, en fin de matinée, le poste frontière de la Grande Barrière entre Goma (RDC) et Gisenyi (Rwanda), où ils ont été accueillis par les autorités rwandaises. Ces dernières prendront en charge leur réinsertion sociale dans le cadre du programme national de réintégration. Il s'agit du deuxième rapatriement opéré cette semaine par la mission onusienne, portant à 166 le nombre total d'ex-membres du FDLR rapatriés depuis janvier 2025. Ce chiffre inclut : 56 ex-combattants et 110 membres de leurs familles.

La RDC accueille la 9^e Réunion des Ministres des Mines de la CIRGL : un appel à la consolidation de la paix et de la transparence minière. La rencontre, placée sous le thème « Consolider la paix et la sécurité pour un développement durable dans la Région des Grands Lacs », s'est tenue à Kinshasa en présence de plusieurs délégations ministérielles, d'experts régionaux et de représentants des partenaires techniques du secteur minier. Le discours d'ouverture a mis en exergue le paradoxe de l'abondance qui caractérise la région : une zone riche en minéraux (étain, tantale, tungstène, or) mais où ces ressources continuent paradoxalement à financer des groupes armés et à alimenter des cycles de violence. Le Mécanisme Régional de Certification de la CIRGL, déjà en place pour garantir une exploitation responsable des minéraux, doit être consolidé afin de minimiser autant que possible le commerce illicite et d'assurer que les bénéfices des ressources naturelles profitent directement aux communautés locales. La réunion ministérielle de Kinshasa s'inscrit dans la continuité de plusieurs travaux préparatoires, notamment la Réunion du Comité d'Audit de la CIRGL (31 octobre au 1^{er} novembre) et celle du Comité Régional sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (7 au 8 novembre). Ces rencontres ont permis d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Protocole sur la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, signé il y a près de 19 ans dans le cadre du Pacte de la CIRGL. Malgré certaines avancées, les autorités congolaises ont reconnu que la région n'a pas encore tourné la page de l'insécurité liée au commerce illicite des minéraux. Elles appellent donc à une coopération régionale renforcée et à une application rigoureuse du droit de souveraineté des États sur leurs ressources naturelles, tel que stipulé dans l'article 4 du Protocole. Cette 9^e Réunion ministérielle de la CIRGL constitue une étape importante vers une gouvernance minière plus transparente et équitable dans une région souvent associée aux minéraux de conflit. (Actualité.CD)

Aimé Boji élu président de l'Assemblée nationale, à l'issue du vote organisé ce 13 novembre lors d'une plénière au Palais du Peuple à Kinshasa. Sur 423 députés votants, Aimé Boji a recueilli 413 voix, contre 10 bulletins nuls. Il succède ainsi à Vital Kamerhe, qui avait démissionné du perchoir. La députée de l'opposition Clotilde Mutita Kalunga a été élue rapporteur adjointe du Bureau de l'Assemblée nationale. Sur 424 votants, elle a obtenu 389 voix, contre 35 bulletins nuls.

Zhao Bin salue l'essor des relations sino-congolaises "jamais aussi dynamiques depuis sa prise de fonction" D'après l'ambassadeur Zhao Bin, au cours du premier semestre de l'année en cours, Pékin a accordé à la RDC 7 000 tonnes de riz, ainsi que plus de 1,5 million de dollars en matériels et équipements médicaux destinés aux populations sinistrées. Il a également mis en avant les réalisations issues de la coopération dans le cadre du projet Sicomines, rappelant que plus de 800 km de routes ont été construits, notamment sur la RN1 et la RN20. Sur le plan économique, les échanges commerciaux entre la Chine et la RDC ont atteint 19,5 milliards de dollars entre janvier et septembre 2025, avec un excédent d'environ 10 millions de dollars en faveur de la RDC. (Actualité.CD)

Vendredi 14 novembre.

À Kolwezi, l'EGC lance sa première production de 1 000 tonnes de cobalt. L'Entreprise Générale du Cobalt (EGC) a lancé, jeudi 13 novembre, sa première production de 1 000 tonnes de cobalt artisanal légal, éthique et traçable, dans la ville de Kolwezi (province du Lualaba). Une part importante de cette production provient de l'exploitation artisanale, un secteur vital employant entre 1,5 et 2 millions de Congolais, dont dépendent indirectement plus de 10 millions de personnes. En partenariat avec des acteurs techniques expérimentés, l'EGC met en place un modèle inédit en Afrique : un cobalt congolais propre, traçable et socialement responsable, conforme aux standards locaux et internationaux. L'État congolais, par le modèle EGC, répond à ce double impératif : restaurer la légitimité du cobalt artisanal et garantir aux investisseurs internationaux une chaîne d'approvisionnement conforme aux standards ESG. Cette première production de 1 000 tonnes symbolise une volonté politique forte : reprendre la main sur un secteur stratégique, éliminer les circuits illégaux et intégrer les mineurs artisanaux dans une économie formelle, sécurisée et durable. Par cette

initiative, la RDC envoie un message clair aux marchés : son cobalt peut être propre, rentable et aligné sur les standards ESG internationaux.

L'Entreprise Générale du Cobalt (EGC) est une entreprise minière publique en RDC.

Le P-DDRCS sollicite l'appui des partenaires pour se déployer dans six provinces, dont le Maï-Ndombe, le Kwango, le Kasai Central et le Kasai. Lors d'une réunion tenue jeudi à Kinshasa avec des agences du système des Nations Unies et des ONG, le coordonnateur national du Programme de désarmement, démantèlement, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS) a exprimé le souhait d'obtenir un alignement stratégique de tous les partenaires techniques et financiers. Selon lui, cette coordination permettra d'éviter la duplication des efforts, le gaspillage des ressources et la perte de temps. À cette occasion, a été présenté les termes de référence du programme ainsi que les perspectives de déploiement dans le pays. Cette démarche permettra au P-DDRCS de contribuer à la consolidation de la paix, à la réconciliation socio-économique et à la stabilité dans ces provinces.

Le CIRCR réaffirme son engagement renforcé pour l'aide humanitaire dans l'Est de la RDC. « La résilience de la population est d'une grande valeur aujourd'hui, nos équipes sur le terrain en témoignent. On a effectivement toujours un message d'espoir que nos volontaires portent, au nombre de 10 000 aujourd'hui qui couvrent cette zone-là qui est touchée de plein fouet par les crises répétées. L'objectif est de pouvoir continuer à apporter l'aide nécessaire afin que les populations de ces régions se sentent dignes, sans avoir à tendre la main pour recevoir un soutien », a affirmé le directeur régional pour l'Afrique du Comité international de la Croix-Rouge.

Vers la modernisation de l'aéroport Morongo de Bunia pour booster l'économie de l'Ituri. Financé par le gouvernement central, ce chantier stratégique est déjà exécuté à 90 %, a affirmé, ce vendredi 14 novembre, le commandant provincial de la Régie des voies aériennes (RVA). Les travaux comprennent notamment : l'élargissement de la piste d'atterrissage, la construction d'une nouvelle aérogare, la mise en place d'une caserne anti-incendie déjà opérationnelle, l'érection d'une tour de contrôle et l'aménagement d'un tarmac pour le stationnement des avions. Une fois achevée, cette infrastructure devrait favoriser l'accroissement des échanges commerciaux, le désenclavement de la province, ainsi que la relance des activités économiques dans cette région longtemps affectée par les violences armées.

Kinshasa : la route Kimwenza coupée en deux après la pluie, qui s'est abattue ce 14 novembre sur Kinshasa. La population de ce coin de la capitale a du mal à se déplacer, car tous les moyens de transport rebroussent chemin. Elle lance un cri d'alarme, demandant l'intervention des autorités compétentes.

RDC: neuvième sommet des Grands-Lacs, l'occasion de relancer la diplomatie régionale. Il n'y avait plus eu de réunion à ce niveau à la CIRGL depuis novembre 2020. Ce 14 novembre, les différents ministres des pays de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) ont participé à trois tables rondes organisées autour de trois projets régionaux d'infrastructures : le corridor de Lobito, qui doit permettre d'acheminer les produits miniers congolais jusqu'à l'océan Atlantique, le corridor ferroviaire Tanzanie-Burundi-RDC et le projet routier entre l'Ouganda et la Centrafrique, en passant par le Congo-Kinshasa. La RDC a donc souhaité mettre en avant des projets d'interconnexion. « Le Congo doit être un trait d'union », a en effet expliqué la Première ministre Judith Suminwa qui n'a pas caché la volonté de son pays, qui prend la tête de la CIRGL, de mettre la diplomatie économique au cœur de cette présidence. « La RDC est au carrefour de sept espaces d'intégration, a-t-elle rappelé, notre responsabilité historique, c'est de rassembler plutôt que diviser ». **Nouvelle dynamique pour la diplomatie régionale.** Ce sommet est aussi l'occasion pour la RDC de prendre la tête de l'institution sous régionale. Une institution discrète sur la scène diplomatique. « Discrète, voire quasiment inexistante », confiait un conseiller du gouvernement congolais. Mais l'ambition de Kinshasa avec ce sommet, c'est de donner une nouvelle dynamique à la CIRGL. Et pour le ministre congolais de l'Intégration territoriale, il y a deux priorités : la paix et la coopération économique. Néanmoins, les conflits seront au cœur de ce rendez-vous et notamment celui qui secoue l'est de la RDC avec le groupe armé M23, soutenu par le Rwanda voisin. Malgré les discussions à Doha et Washington, la tension militaire sur le terrain reste forte. D'ailleurs, aucun représentant rwandais n'a fait le voyage dans la capitale congolaise : pas d'expert, pas de diplomate ni de président. Il y a également le conflit au Soudan avec cette guerre civile qui déchire le pays depuis avril 2023. Il sera peut-être aussi question de la Tanzanie. L'élection contestée de la présidente Samia Suhulu Hassan a donné lieu à des violences post-électorales. (RFI)

Samedi 15 novembre.

Au moins 68 meurtres imputés aux Wazalendo en 3 mois à Kabambare, Kasongo et Shabunda. L'autorité locale exprime une vive inquiétude face au comportement de ces Wazalendo qu'il accuse d'« exterminer » la population. La population civile de Shabunda, Kabambare et Kasongo demande aux forces armées de l'ordre d'assurer la sécurité des

personnes et de leurs biens. Elle appelle également les autorités des provinces du Sud-Kivu et du Maniema ainsi que le gouvernement central à tout mettre en œuvre pour que la paix règne également dans le territoire de Kabambare.

Procès Roger Lumbala : ses soutiens dénoncent une justice étrangère « illégitime ». Roger Lumbala, ancien dirigeant du Rassemblement congolais pour la démocratie-national (RCD-N) est poursuivi en France pour complicité présumée de crimes contre l'humanité, commis entre 2002 et 2003 dans les provinces de l'Ituri et du Haut-Uélé. Il est jugé en vertu du principe de compétence universelle, qui permet à un pays de poursuivre les auteurs de crimes graves indépendamment de leur nationalité ou du lieu des faits. « La Cour d'assises de Paris n'a pas qualité pour juger Roger Lumbala. La RDC a déjà ouvert une procédure judiciaire à son encontre et formulé à deux reprises une demande d'extradition restée sans suite. La France devrait donc extrader M. Lumbala pour qu'il soit jugé devant les juridictions compétentes de son pays ». Le président du comité de soutien, a dénoncé pour sa part, ce qu'il considère comme une atteinte à la souveraineté nationale:

« Ce n'est pas Roger Lumbala qu'on juge en France, c'est la RDC. Sommes-nous incapables de juger nos propres citoyens pour des faits commis sur notre territoire ? », s'est-il interrogé. Son procès à Paris ravive un débat sensible sur la souveraineté judiciaire de la RDC et les enjeux de la justice internationale.

70 % de la population de l'Ituri opposée à l'exploitation pétrolière dans le Graben Albertine, cette région partagée entre la RDC et l'Ouganda. L'étude, conduite entre juin 2024 et octobre 2025, a ciblé les blocs pétroliers : 1, 2 et 3 situés le long du lac Albert et a recueilli les avis des communautés locales. Le constat est clair : Les populations évoquent de forts risques environnementaux, notamment la destruction de la biodiversité du lac et de ses environs. Elles craignent des conséquences sanitaires potentielles, notamment l'apparition de maladies graves. Ces populations s'inquiètent également de la menace sur leur patrimoine culturel ainsi que sur leurs moyens de subsistance traditionnels à travers la pêche, l'agriculture et l'élevage. « Nous recommandons au gouvernement congolais de geler l'attribution des blocs tant qu'un mécanisme de consultation communautaire transparent et inclusif n'est pas mis en place ».

Doha : signature d'un accord-cadre entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23 pour relancer les négociations de paix. Il ne s'agit pas encore d'un texte définitif, mais d'un document de cadrage qui fixe la méthodologie et le calendrier des discussions à venir. L'accord-cadre prévoit l'élaboration d'une série de protocoles spécifiques, dont plusieurs doivent encore être négociés dans les deux semaines suivant la signature. Les protocoles à négocier porteront notamment sur : l'accès humanitaire aux zones affectées par le conflit, les arrangements sécuritaires et le programme DDR (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion), la restauration de l'autorité de l'État dans les zones sous contrôle rebelle, le retour des déplacés internes et des réfugiés, la relance économique des régions touchées, la mise en œuvre d'une justice transitionnelle pour les victimes. ***Un engagement pour s'attaquer aux causes profondes du conflit.*** Le texte insiste, sur la résolution des causes profondes du conflit, notamment : la lutte contre la discrimination, le renforcement de l'unité nationale, la mise en place d'une gouvernance inclusive, intégrant toutes les composantes de la société. Cette signature marque une étape importante dans le processus de paix, même si de nombreux défis restent à relever pour parvenir à une solution politique durable au conflit qui secoue l'Est de la RDC. Malgré ces progrès diplomatiques, la situation sécuritaire au Kivu reste préoccupante, les affrontements se poursuivent, et les FARDC et l'AFC/M23 s'accusent mutuellement de violations du cessez-le-feu.

La Voix des Sans Voix dénonce un recul démocratique à l'Assemblée nationale. L'organisation La Voix des Sans Voix pour les droits de l'homme (VSV) appelle les autorités congolaises et les responsables des partis politiques à préserver les principes démocratiques, en évitant les candidatures uniques imposées aux postes électifs. « L'Assemblée nationale, en tant que temple de la démocratie, doit être exemplaire en matière de compétition électorale pour inspirer les autres institutions à faire de même ». Il regrette que le processus ait été marqué par l'élimination injustifiée de plusieurs candidatures, notamment : des personnes souhaitant postuler au poste de président de l'Assemblée nationale au sein de l'Union Sacrée, des candidats au poste de rapporteur adjoint, réservé à l'opposition, dont une seule candidature a été retenue par la commission en charge. « La démocratie ne peut s'épanouir dans un climat de choix imposés. Elle repose sur la liberté de postuler et sur la transparence des processus électoraux », conclut le communiqué.

Cour d'assises de Paris : "Nous soutenons son extradition pour qu'il soit jugé par son juge naturel en RDC et non en France" (Moïse Moni Della). Ancien proche collaborateur et ancien secrétaire général du parti de Roger Lumbala, le président du parti Conservateurs de la nature et démocrates (Conadé), Moïse Moni Della, a apporté son soutien à la démarche des autorités congolaises visant à obtenir l'extradition de Roger Lumbala afin qu'il soit jugé en RDC. Selon lui, juger Roger Lumbala en France créerait une jurisprudence dangereuse susceptible de s'étendre plus tard à d'autres acteurs politiques congolais. "Un procès politique, on ne le gagne pas devant les juges : on le gagne devant l'opinion. Voilà pourquoi nous sommes venus vers vous, la presse. Roger Lumbala a une carrière : c'est un ancien candidat à la présidentielle, il a une dignité à défendre, il a une base qui l'écoute. Nous ne voulons pas qu'il soit



jugé par la justice française. L'opinion doit pouvoir juger. Nous défendons Lumbala pour qu'il vienne répondre devant ses juges. Parce que sinon, quand on regarde de très près, juger Lumbala, c'est juger 30 ans d'histoire de ce qui se passe à l'Est. Ce ne sera pas seulement Roger Lumbala : où sera Ruberwa ? Où sera Jean-Pierre Bemba ? Où sera Zahidi Ngoma ? C'est toute la RDC qui serait jugée. Ce n'est pas seulement Roger Lumbala. Je ne sais pas si les gens mesurent la grandeur et la complexité de cette affaire. Ce n'est pas son procès seulement : c'est le jugement du Congo. Voilà pourquoi nous tenons à ce que la justice de notre pays juge le nôtre, afin que nous puissions écrire l'histoire de notre pays", a-t-il soutenu. (**Actualité.CD**)

